



Une étude auprès de 2000 Français révèle de multiples attentes sur l'élevage

Un sondage en partenariat avec l'Ifop réalisé en juin 2016 auprès d'un échantillon représentatif de la population française permet de quantifier les attentes des citoyens vis-à-vis de l'élevage. La moitié d'entre eux souhaite une amélioration progressive des pratiques d'élevage avec un intérêt particulier pour le bien-être animal et l'accès au plein air.

Si plus de la moitié des Français interrogés disent mal connaître l'élevage, cela ne les empêche pas d'exprimer un avis sur le sujet dont il faudra tenir compte. À partir des résultats des travaux du projet Accept – présenté dans ce dossier de Tech PORC –, nous avons construit un sondage pour identifier et quantifier les points de vue sur l'élevage au sein de la société. Les résultats montrent que plus de la moitié des citoyens se déclarent « choqués » voire « très choqués » par certaines pratiques d'élevage communément mises en œuvre : claustration, cages, coupes des queues ou des cornes... De l'ordre d'un tiers d'entre eux déclare envisager de diminuer ou cesser leur consommation de viande à court terme. Par ailleurs, l'analyse permet de proposer une typologie quantifiée de la population : 2 % de la population partage les points de vue abolitionnistes,

Méthodologie statistique

Le questionnaire, élaboré par nos soins et retravaillé avec l'Ifop, a été réalisé par Internet auprès d'un panel de 2 000 citoyens. L'échantillon est représentatif de la population française en termes de sexe, âge, profession et lieu de vie et respecte les quotas selon les catégories socio-professionnelles de la population. Ces personnes ont été interrogées sur leurs connaissances et leur intérêt pour l'élevage français, leur opinion sur des pratiques et impacts de l'élevage, les objectifs qu'ils assignent aux filières d'élevage et leurs habitudes de consommation de produits animaux. L'analyse des réponses par question nous a d'abord permis de comprendre les points de vue des citoyens et de repérer les segments de population caractérisés par telle pratique ou opinion. Ensuite, une première typologie a été construite, via une analyse des correspondances multiples suivie d'une classification ascendante hiérarchique. La classification obtenue a été affinée à dire d'experts, et en interaction avec une approche qualitative réalisée précédemment, pour identifier des « archétypes ». Ces derniers ont ensuite été précisés par une méthode de typologie par agrégation. Toutes les analyses ont pris en compte la pondération des individus permettant de garantir des résultats représentatifs de la population française.

un quart se positionne comme les alternatifs, environ la moitié est proche des progressistes, un peu plus de 10 %

des compétiteurs, et environ 3 % des citoyens semblent ne pas avoir d'intérêt ou d'avis précis sur l'élevage.

La consommation de viande n'est pas jugée immorale mais elle baisse

Seul 1,4 % des personnes interrogées se déclarent végétariennes (non consommateurs de viande), et 0,15 % végétariennes (non consommateurs de tous types de produits animaux). La population française est donc très majoritairement (98,5 %) consommatrice de produits animaux. Pour 72 % de l'échantillon, il est normal de tuer un animal pour le manger, alors que 11 % jugent cela immoral.

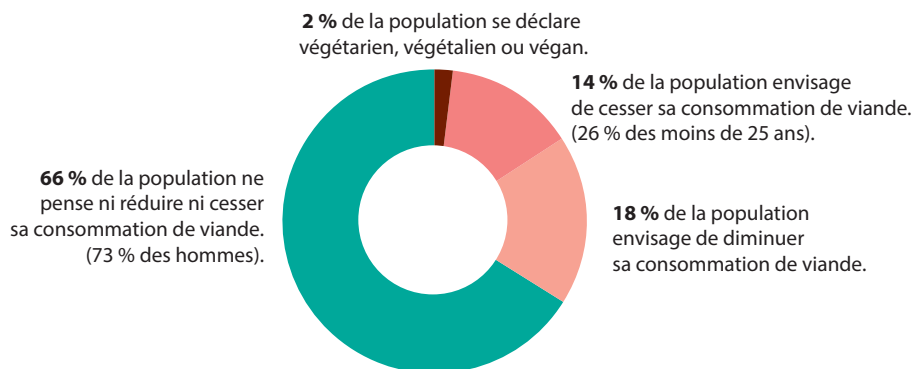
Pourtant, 14 % des personnes enquêtées déclarent envisager de cesser leur consommation de viande dans les 12 prochains mois et 18 % la réduire, sans garantir la traduction réelle de cette déclaration dans leurs pratiques. Les personnes souhaitant cesser leur consommation sont plutôt des jeunes de 18 à 34 ans et des femmes. « D'ici 100 ans, l'Homme ne mangera plus de produits animaux » pour 20 % de l'échantillon.

Ainsi, si une majorité (66 %) des Français n'envisagent ni de cesser ni de diminuer leur consommation de viande, ces différents chiffres laissent penser que les tendances à la baisse de la consommation observées sur le moyen terme en France constituent une tendance lourde, qui devrait difficilement ralentir et encore moins s'inverser (Fig. 1).

Des aspirations fortes en bien-être animal

Les enquêtés sont sensibles au respect des animaux et à la satisfaction de leurs

Figure 1 : Évolution envisagée de la consommation de viande et de produits animaux par les Français dans l'année



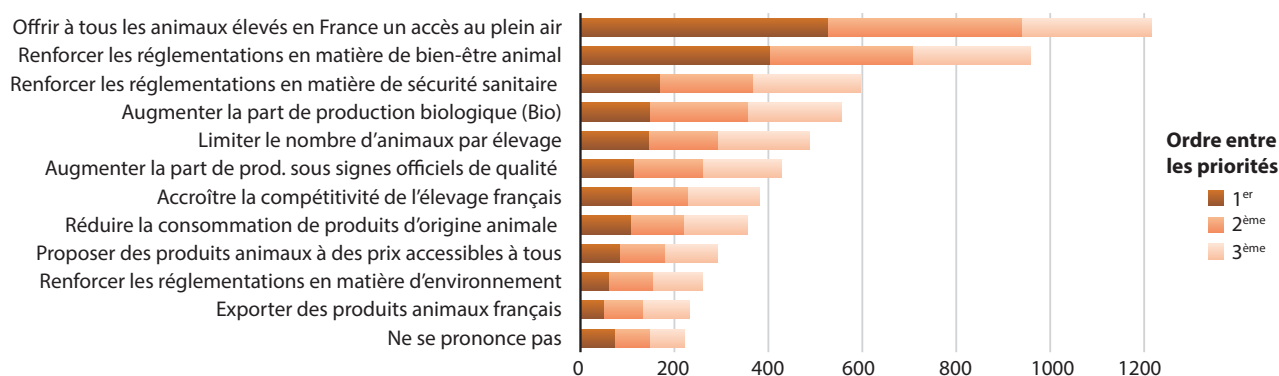
Deux tiers des Français envisagent ni de diminuer ni de cesser leur consommation de viande.

besoins naturels lorsque la question leur est explicitement posée. Ils se déclarent à 59 % « non satisfaits des conditions de vie des animaux et de leur bien-être en élevage » (dont 38 % « pas du tout satisfaits »). Nous leur avons demandé de noter certaines pratiques contraignantes ou douloureuses pour l'animal comme l'absence d'accès au plein air, l'écornage des bovins, la castration des porcs, etc. La note 0 correspondant à « ne me choque pas du tout » et 10 « me choque énormément ». La note moyenne sur l'ensemble des questions et pour tout l'échantillon s'est située à 7,25, avec relativement peu de différences entre les pratiques testées, ce qui est une note assez élevée. Elle traduit un rejet assez net des pratiques en questions. Parmi les enquêtés, 16 % attribuent même la note maximale à toutes les pratiques. Si ces personnes ont tendance à consommer moins de produits

animaux (de viande notamment) que le reste de la population, les écarts sont faibles, de l'ordre de 5 %. Ainsi, le « choc » ressenti par le citoyen vis-à-vis de certaines pratiques d'élevage ne se traduit pas toujours chez le consommateur par un changement radical et immédiat de sa pratique de consommation.

Parmi une liste de propositions, les personnes enquêtées ont hiérarchisé les actions à conduire sur l'élevage (fig. 2). Assurer l'accès au plein air à tous les animaux est, de loin, l'action à mener en priorité. Le renforcement de la réglementation concernant le bien-être animal arrive en seconde position. Ces déclarations vont dans le sens des observations faites précédemment : une sensibilité importante au bien-être des animaux en élevage, notamment à l'accès au plein air, et une volonté de voir certaines pratiques

Figure 2 : « Parmi cette liste de propositions en lien avec l'élevage ou les produits issus de l'élevage, quelles sont selon vous les trois actions à mener prioritairement aujourd'hui ? »



Offrir à tous les animaux élevés en France un accès au plein air est l'action prioritaire selon les citoyens.

changer. 69 % des personnes interrogées estiment ne pas être suffisamment informées, sur les produits, des conditions d'élevage des animaux. D'ailleurs, la proposition d'étiquetage selon le mode de production – plein air ou non, à l'image de ce qui se fait sur les œufs par exemple – fait quasiment l'unanimité : 96 % de l'échantillon y est favorable.

Cinq profils de citoyens vis-à-vis de l'élevage

La moitié (51 %) de la population de l'échantillon peut être qualifiée de progressiste (fig 3), dans la mesure où les individus de cette catégorie souhaitent une évolution de l'élevage français, selon des critères variables : ils peuvent à la fois souhaiter un renforcement des normes environnementales et de bien-être animal en élevage intensif, et attendre de l'élevage français qu'il gagne en compétitivité. Ils sont sensibles au bien-être des animaux dans les élevages et en particulier à l'accès au plein air. Ils consomment des produits animaux et souhaitent continuer à en consommer.

Un quart (24 %) de la population se retrouve dans un profil alternatif. Pour ces personnes, l'élevage français est trop intensif et elles s'opposent radicalement à ce système de production qu'elles qualifient « d'industriel ». Elles ont un avis négatif sur de nombreux aspects le concernant : impact sur l'environnement, sur l'emploi, sécurité sanitaire, traçabi-

lité, etc. Elles soutiennent en revanche l'agriculture biologique, extensive, ou sous signe officiel de qualité. Elles sont consommatrices de produits animaux mais avec la volonté de réduire leur consommation.

Dans l'échantillon de population étudié, 10 % sont composés de compétiteurs, qui sont tout à fait satisfaits de l'élevage actuel et accordent de l'importance à sa compétitivité économique. Pour eux, l'élevage français doit avoir pour objectifs l'exportation de ses produits, l'accroissement de sa compétitivité et la production de denrées à prix accessibles. Le modèle intensif, dans sa configuration et ses pratiques actuelles, ne leur pose pas de problème. Une amélioration de la productivité des exploitations françaises va dans le sens de leurs convictions.

Une petite minorité de la population (3 %) n'exprime pas d'avis, ni vraiment d'intérêt sur les différents sujets abordés par le sondage. Ils estiment très mal connaître l'élevage, ne pas être intéressés par les reportages sur ce sujet, et ne pas disposer de suffisamment d'informations sur les conditions d'élevage des animaux. Ceci dit, ils semblent ignorer cette information lorsqu'elle est effectivement disponible puisqu'ils déclarent ne pas connaître la signification du code inscrit sur les œufs indiquant leur mode de production.

Enfin, le dernier groupe de notre typologie rassemble 2 % de notre échantillon

« En bref »

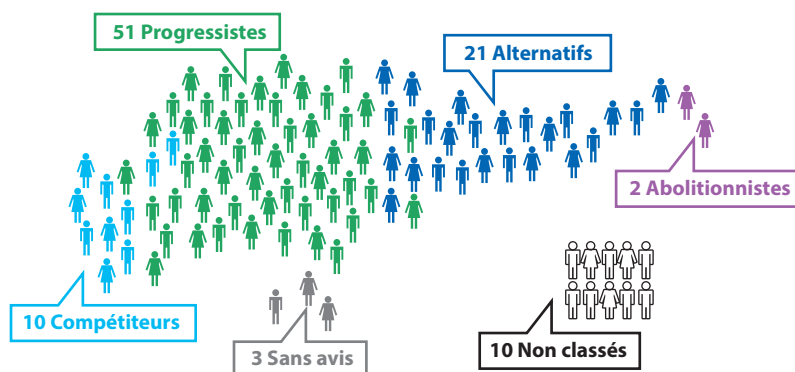
Si le végétarisme reste aujourd'hui une pratique très peu développée, la tendance à la diminution de la consommation de produits animaux, et notamment de viande, est très fortement inscrite dans les discours, plus encore peut-être que dans les pratiques. La sensibilité à la condition animale et la critique d'un certain nombre de pratiques d'élevage nous semblent intrinsèquement liées à cette baisse de consommation, même si les causes et les conséquences sont complexes et multiples. L'accès au plein air pour les animaux et l'information du consommateur sur les modes d'élevage constituent les attentes les plus prégnantes. L'élevage en bâtiment toute l'année choque d'ailleurs davantage que les pratiques douloureuses pour les animaux.

autour d'un profil abolitionniste. Il s'agit de personnes – souvent des femmes – qui ne consomment pas, ou très peu, de produits animaux et pensent que tuer des animaux pour les consommer est immoral. Elles se déclarent très choquées par la condition des animaux dans les élevages et ont un avis très négatif sur tous les aspects de l'élevage. Un certain nombre d'entre elles partage la philosophie antispéciste qui est opposée à toute forme d'exploitation animale par les humains.

Notons qu'environ 10 % des personnes interrogées n'ont pu être classées dans aucun type.

Figure 3 : Cinq points de vue sur l'élevage dans la société française

Pour 100 citoyens français :



La moitié de la population française est « progressiste » dans le sens où elle ne s'oppose pas à l'élevage intensif mais souhaite voir évoluer ses pratiques.

Programme de
recherche financé
par le Casdar.



Elsa DELANOUE
Laboratoire ESO,
UMR 6590 de l'Université Rennes 2

Anne-Charlotte DOCKES et
Alizée CHOUTEAU
Institut de l'élevage
elsa.delanoue@idele.fr